

L'AGGRAVATION DES DESEQUILIBRES REGIONAUX

PAR: Dj. SARI

U.S.T.A ALGER

INTRODUCTION

Dès 1966, le pays s'engage résolument dans la lutte contre les disparités régionales en lançant le premier programme spécial dans l'une des wilayat les plus déshéritées, celle des Oasis, puis en généralisant progressivement l'expérience à un grand nombre de circonscriptions du nord. A leur tour les deux premiers plans quadriennaux devaient poursuivre les efforts par une meilleure répartition spatiale des investissements et surtout l'application des programmes communaux de développement à partir de 1974.

Une quinzaine d'années après ces efforts successifs, il convient d'apprécier objectivement les effets, notamment les problèmes majeurs de la période héritée, la répartition géographique de la population et les mouvements migratoires. Si on ne peut s'attendre encore à une atténuation des phénomènes majeurs, compte tenu du poids du passé et des fortes contraintes de toute nature, n'observe-t-on pas d'ores et déjà une aggravation des déséquilibres ? Le littoral ne continue-t-il pas à drainer une forte proportion des investissements et de la population comme le montre l'implantation des plus grands complexes industriels et équipements divers ?

Pour pouvoir faire une approche de ces problèmes, nous nous proposons d'examiner les deux points suivants :

- Les déséquilibres régionaux de la population.
- La non-maîtrise de l'occupation de l'espace et la forte attrac-

tion du littoral.

I - LES DESEQUILIBRES REGIONAUX DE LA POPULATION

En dépit des efforts de développement intervenus au cours de la dernière décennie dans le cadre à la fois des programmes spéciaux de wilayat et des plans communaux, les déséquilibres régionaux restent plus forts que jamais. Partout, aussi en raison du fort accroissement démographique enregistré au cours de la même période (3,4%), les densités se sont accrues, n'entraînant ainsi aucune dépopulation effective, principalement dans les régions déprimées, relativement surpeuplées, si l'on exclut le déficit des deux daïrates de Tindouf et Zighoud Youcef avec respectivement 4379 et 9435 habitants (1). Aussi les contrastes demeurent-ils très accentués dans de telles conditions, notamment entre les deux principales régions climatiques du pays.

A) Le sous-peuplement de la plus grande partie du territoire national.

La plus grande partie du territoire national échappe aux influences du climat méditerranéen. Elle regroupe les six wilayat méridionales de Adrar, Laghouat, Bechar, Biskra, Tamanrasset et Ouargla. Elle est sous peuplée. Si la densité moyenne est inférieure à un habitant au km² (0,6), les minima tombent jusqu'à 0,07 dans la commune la plus méridionale, celle de Tamanrasset.

Cependant, ce sous-peuplement correspond en fait à un véritable vide, d'immenses espaces puisque l'essentiel de la population recensée en 1977, soit 1,322 M. d'habitants, se concentre avant tout dans trois zones distinctes : les Oasis, l'aire urbaine du M'zab et les champs d'exploitation de pétrole et de gaz. Or, en dépit de l'expansion de ces derniers, notamment de Hassi R'mel et Hassi Messaoud qui tendent à s'urbaniser, les Oasis regroupent toujours de très fortes concentrations. C'est ainsi que près de la moitié de la population précitée a été recensée dans les Zibans, soit 511987 habitants dans la wilaya de Biskra. Aussi relève-t-on de fortes valeurs dans la plupart des communes de cette wilaya : 30 à 40 hab/km² en moyenne et des maxima s'élevant jusqu'à 106,4 dans la com-

mune de Bouchagroun.

De telles concentrations dans la double conjoncture actuelle, démographique et économique, se soldent inévitablement par la continuité et la permanence des mouvements migratoires. C'est ainsi que de nombreuses circonscriptions administratives font apparaître une certaine décroissance de leur pourcentage de population en 1977 (wilaya d'Adrar notamment et des communes dans les wilayate de Béchar, Biskra et Tamanrasset). Le cas de Béchar est symptomatique. Là, les efforts déployés inlassablement dans le périmètre d'Abadla depuis 1968 n'ont guère attiré de population et n'ont entraîné encore pratiquement aucun effet sensible sur le plan économique interrégional ... Il en est de même également ailleurs, même si le nombre de palmiers distribués au profit des bénéficiaires de la R.A. est estimé à 800.000 dont un peu plus de la moitié dans les Zibans (500.000) (2).

Ainsi les 85% du territoire national demeurent en grande partie inhabités et la population de ses deux millions de km² demeure toujours concentrée avant tout dans les oasis surpeuplées et aux ressources précaires, car menacés de plus en plus par la diminution croissante des réserves hydrauliques.

B) Le surpeuplement relatif de la zone méditerranéenne

Les zones steppique et tellienne qui sont si réduites (avec un peu plus de 300.000 km² mais avec une profondeur parfois moins de 200km du littoral) et aux ressources agricoles vitales pour assurer la couverture alimentaire dans une utilisation rationnelle des sols et des eaux, concentrent un peu plus des 9/10e de la population totale mais partout on y relève de très forts contrastes régionaux.

a) Le sous peuplement apparent des steppes.

Les steppes ne représentent que 14,7%, soit une densité moyenne de près de 13 hab/km², mais avec des minima tombant jusqu'à près de 3 dans la commune de Négrine (Tébessa) et des maxima s'élevant jusqu'à près de 19 dans la commune de Ain Ouessera (Djelfa).

Dans les détails, les valeurs expriment un peu partout de graves

déséquilibres entre la population présente et l'utilisation irrationnelle actuelle du couvert végétal, comme le montre la surdégradation des steppes (3) que soulignent les phénomènes de désertification un peu partout, d'autant plus que la principale activité économique, le pastoralisme, n'a point été réorganisée comme prévu dans le cadre de l'application de la troisième phase de la révolution agraire....

b) Les déséquilibres et contrastes régionaux du Tell

C'est paradoxalement la zone la plus exigue qui regroupe un peu plus des 3/4 de la population. En effet les 13 millions d'habitants sont répartis sur 7% du territoire national, soit une densité moyenne de 45,8%. Mais plus qu'ailleurs les écarts par rapport à cette valeur sont très grands. Si les minima s'approchent de 20 hab/km², les maxima dépassant 100 et s'élevant jusqu'à 300-400 ne sont pas toujours dans les régions en pleine expansion mais essentiellement dans les montagnes surpeuplées du Djurdjura. Il en résulte, ainsi, de très grands et graves déséquilibres sur le plan régional, avec souvent de forts contrastes entre les plaines et les montagnes. Limitons-nous seulement aux trois phénomènes suivants : une montagne moyennement peuplée, une montagne très surpeuplée et une plaine à forte attraction, la Mitidja.

c) Le surpeuplement relatif à l'Ouarsenis

Les statistiques suivantes (tableaux 1 et 2) rendent compte de l'évolution de cette montagne (4) en soulignant deux phénomènes majeurs dans la conjoncture présente et les perspectives à court et moyen terme de la région.

déséquilibres entre la population présente et l'utilisation irrationnelle actuelle du couvert végétal, comme le montre la surdégradation des steppes (3) que soulignent les phénomènes de désertification un peu partout, d'autant plus que la principale activité économique, le pastoralisme, n'a point été réorganisée comme prévu dans le cadre de l'application de la troisième phase de la révolution agraire....

b) Les déséquilibres et contrastes régionaux du Tell

C'est paradoxalement la zone la plus exigue qui regroupe un peu plus des 3/4 de la population. En effet les 13 millions d'habitants sont répartis sur 7% du territoire national, soit une densité moyenne de 45,8%. Mais plus qu'ailleurs les écarts par rapport à cette valeur sont très grands. Si les minima s'approchent de 20 hab/km², les maxima dépassant 100 et s'élevant jusqu'à 300-400 ne sont pas toujours dans les régions en pleine expansion mais essentiellement dans les montagnes surpeuplées du Djurdjura. Il en résulte, ainsi, de très grands et graves déséquilibres sur le plan régional, avec souvent de forts contrastes entre les plaines et les montagnes. Limitons-nous seulement aux trois phénomènes suivants : une montagne moyennement peuplée, une montagne très surpeuplée et une plaine à forte attraction, la Mitidja.

c) Le surpeuplement relatif à l'Ouarsenis

Les statistiques suivantes (tableaux 1 et 2) rendent compte de l'évolution de cette montagne (4) en soulignant deux phénomènes majeurs dans la conjoncture présente et les perspectives à court et moyen terme de la région.

voire même sur les plaines à fortes potentialités économiques.....

D - Le surpeuplement du Djurdjura

Quant au cas du Djurdjura, il est particulier. En dépit d'une très forte attraction de la capitale et de sa région, mais compte tenu de son surpeuplement ancien, le Djurdjura bat tous les records de densités (tableau 3). En effet, en dehors de la partie orientale (Azazga) où trois communes sur neuf enregistrent des valeurs inférieures à 100 hab/km² (de 26 à 79), tout le reste du massif accuse des valeurs oscillant entre 133 (Azazga) et 409 (L.N. Irathen) par daïrate. Quant aux valeurs par communes, on relève des maxima de 300 (Ouacif) et jusqu'à 471 à Larba Nait Irathen.

3 - LES DENSITES DE POPULATION DANS LA WILAYA DE TIZI OUZOU

Dairate	Densité	Minima et maxima par commune	
L.N. Irathen	409,6	196,3 (B. Yenni)	471,4 (L.N.Irathen)
Tigzirt	179	118,5 (Iflison)	248,4 (Ouaguenoun)
Dellys	176	135,8 (S. Daoud)	212,9 (Dellys)
Azazga	133,6	26,1 (Zekri)	236,8 (Mekla)
Ain El Hammam	259,6	206,2 (Tassaft)	310,8 (Ouacif)
Dras El Mizan	245,5	190,3 (D.E.M.)	301,1 (Tizi Ghenif)

Toutes ces statistiques traduisent donc inévitablement l'importance des mouvements migratoires vers la capitale et sa région immédiate : la Mitidja.

E - La très forte attraction de la Mitidja

Deux dates repères suffisent à souligner ce phénomène majeur. Si de 1954 à 1966 la plaine accuse un accroissement de 110.000 habitants, de 1966 à 1977, l'accroissement s'est élevé à 250.000 habitants. Le taux d'accroissement annuel moyen, qui a coïncidé au cours de la première période avec la guerre et qui a été de 6,4%, s'est maintenu au cours de la deuxième période, en accusant qu'une très insignifiante diminution de 0,1% soit 6,5%.

Cette valeur est donc très forte et elle est pratiquement égale à celle de la plupart des grandes agglomérations urbaines (5).

Ainsi, face au surpeuplement des régions déprimées et l'accroissement continu de leurs densités, l'attraction des grandes agglomérations, et d'une plaine telle que la Mitidja, demeure très élevée et rappelle même l'intensité exceptionnelle de la guerre de Libération nationale. Les effets du développement déployé depuis le premier plan triennal (1967-1969) sont donc sans effets sur ce grave phénomène. Ne s'agit-il pas alors de conséquences traduisant directement la non-maitrise de l'occupation de l'espace ? N'assiste-t-on pas en général au renforcement des déséquilibres, une concentration continue des hommes et des activités économiques sur le littoral ?

II - LA NON MAITRISE DE L'OCCUPATION DE L'ESPACE ET LA FORTE ATTRACTION DU LITTORAL

Cette non maitrise de l'espace au cours des dernières années peut être appréhendée à partir de nombreuses observations appuyées sur des faits et statistiques incontestables. C'est ainsi que l'on relève en particulier un accroissement régulier des créations d'emplois au profit des grandes agglomérations les plus proches de la côte et surtout la concentration des activités de la capitale et le renforcement spectaculaire de cette dernière sur les divers plans.

1 - Emploi et scolarisation tendent à aggraver les disparités régionales.

C'est paradoxalement au niveau de ces deux phénomènes récents que l'on peut mettre en évidence l'évolution récente et ses effets redoutables. C'est ainsi qu'en ce qui concerne le premier, trois wilayate du littoral, les plus urbanisées (Annaba, Oran et Alger) regroupent toujours plus de la moitié des effectifs de l'emploi agricole, soit 275.488 en 1974 contre 175.045 en 1969, soit une augmentation de 100.441 en cinq ans (6), représentant plus de la moitié des nouveaux postes de travail (56%). Si dans la wilaya de l'ouest et celle de l'est, les nouvelles activités ne se lo-

calisent pas directement au niveau des deux chefs-lieux, dans celle du centre, l'industrialisation récente est plus irrationnelle, et va à l'encontre des impératifs de développement régional. Une étude le montre bien :

"Les premiers résultats obtenus laissent apparaître une inorganisation totale de l'espace et des signes inquiétants de destruction".

Quant au deuxième phénomène, il a trait à l'inégalité de chances de scolarisation, et par voie de conséquence de formation et de promotion, existant toujours et de plus en plus entre villes et campagnes. Quels que soient les efforts méritoires qui ont été déployés jusqu'à présent, force est de constater que les taux de scolarisation féminine n'ont guère varié depuis l'indépendance. Ne relève-t-on pas 40% en 1978 contre 36% en 1963 pour le cycle élémentaire et 23% contre 27% dans l'enseignement secondaire (7). Cela traduit de redoutables et persistants obstacles aux transformations socio-culturelles et aggravent par là même les déséquilibres hérités. Quant à l'analphabétisme, autre expression du sous-développement, il souligne bien à son tour les inégalités en cours à la fois entre les sexes et les populations urbaines et rurales (tableau 4). Les écarts sont partout criants. C'est

4 - TAUX D'ANALPHABETISME DE LA POPULATION AGÉE DE 9 ANS
ET PLUS EN 1977

Secteurs	Sexe féminin	Sexe masculin	Ensemble
Métropoles	21,2	42,9	32,2
Autres villes	31,7	56,8	44,5
Total urbain	27,8	51,7	40
Total rural	47,7	85,2	71,1
Total	44,8	70,9	58,1

Source : Recensement général de la population et de l'habitat, SEP (1978, p. 9).

ainsi que si le taux féminin d'alphabétisme est de 42,9% dans les métropoles et de 51,7% dans toutes les villes, il s'élève à 85,2% en milieu rural tandis que le taux national est de 70,9% contre 44,8% pour le sexe masculin. Quant au taux général qui est de 58,1% il a une grande signification à retenir. En effet, il est, avec le taux d'espérance à la vie, l'un des indicateurs qui permet de repérer le passage dans la zone de décollage (take off), le taux d'analphabétisme des adultes devant se situer à 50%. Or si l'écart peut être comblé à court terme, les distorsions régionales restent très grandes.

2 - La concentration des hommes et des activités économiques dans la capitale.

En devenant la capitale politique de l'Algérie depuis 1962, Alger ne cesse de se renforcer, en attirant toujours un grand nombre de personnes issues des diverses classes sociales du pays, d'une part, et en renforçant et diversifiant ses fonctions économiques, d'autre part, principalement à partir de 1970, alors que ni son site ni l'impératif de protection des terres agricoles de la Mitidja ne peuvent justifier une telle évolution.

C'est ainsi que le recensement de 1977 fait apparaître, mais non sans une sous-estimation manifeste, une population de 1,523 M d'habitants, contre 0,943 M en 1966, soit un accroissement de 580.000 personnes en une décennie (60%). Il s'agit là d'une très forte augmentation absolue puisqu'en 1954, l'ensemble des effectifs de l'agglomération n'atteignait que 355.000 âmes, soit donc un accroissement de 588 personnes. Ainsi l'accroissement au cours de la dernière décennie est pratiquement égal à celui de la période exceptionnelle de 1954 à 1966. Un tel afflux continu qui n'a pu correspondre à une expansion du parc immobilier et des équipements d'accompagnement explique les complexes problèmes qu'affrontent les populations quotidiennement ...

Quant à la diversification des fonctions économiques de la capitale, elle est plutôt bien la conséquence de l'absence d'une politique d'aménagement rationnel du territoire, que l'expression

authentique d'une planification régionale rigoureuse. C'est qu'au moment où les capitales européennes connaissent un transfert d'un nombre croissant de services, d'administrations centrales et d'institutions financières spécialisées vers la province, Alger continue toujours d'abriter de tels organismes. Bien plus, toutes les sociétés nationales, offices et services publics à caractère national se fixent dans la première agglomération du pays ou à proximité, dans les petites agglomérations satellites, aggravant ainsi sans cesse les problèmes quotidiens des habitants.

D'autre part, on observe aussi que pratiquement chaque transfert d'un organisme du vieux centre vers la périphérie (notamment certains ministères) est immédiatement accompagné par la réoccupation des anciens locaux par d'autres services...

Parallèlement à cette concentration régulière des activités du tertiaire, il faut noter l'expansion industrielle depuis 1970 non seulement autour d'Alger mais aussi à travers la plaine de la Mitidja, donc au détriment de terres productives avec toutes les conséquences qu'implique une brutale destabilisation des campagnes... En effet l'industrialisation n'est plus limitée à la zone de Rouiba-Réghaia. On assiste de plus en plus au phénomène de déversement de cette zone, vers le reste de la région comme le soulignent les exemples récents de Sidi Moussa, directement aux portes de la capitale (8), de la base logistique de la Sonatrach à Béni Méred...

Aussi les relations qu'entretient la capitale avec une région de plus en plus étendue se resserrent-elles et se développent inévitablement au détriment du secteur agricole et de sa population, donc à l'encontre de l'intérêt économique national, et de la justice sociale... Une telle évolution n'a pas échappé à l'attention du Comité Central lors de sa session de janvier 1980.

"Malgré la politique d'équilibre régional appliquée par la Direction politique" du pays en vue de supprimer les disparités régionales, celles-ci persistent parfois à travers les différentes wilayate en général, et entre les zones urbaines et les zones ru-

rales d'une façon particulière ...".

"... Les prévisions élaborées n'ont pas adapté les objectifs fixés aux possibilités existantes. Les résultats atteints ne correspondaient pas aux besoins essentiels du pays" (9).

Ainsi les efforts déployés au cours de la décennie écoulée ne sont pas toujours intervenus dans le cadre d'une politique de développement régional rigoureuse. Celle-ci reste encore subordonnée à de nombreuses exigences d'ordre économique et social surtout.

CONCLUSION

Ainsi l'examen de la géographie de la population souligne bien dans l'ensemble la persistance des phénomènes antérieurs à 1962 c'est-à-dire le maintien de la très inégale répartition zonale, la permanence, voire l'accélération des mouvements migratoires et surtout la très forte attraction de la capitale et de sa région. Tous ces phénomènes provoqués à la fois par des facteurs naturels et historiques ne sont guère influencés par les différentes tentatives de développement intervenues au cours de la dernière décennie.

Une telle évolution met en cause la politique des implantations industrielles, notamment la concentration sur le littoral et principalement à la périphérie de la capitale, provoquant ainsi de graves déséquilibres régionaux et surtout une utilisation irrationnelle de l'espace agricole en particulier, et de l'espace national en général.

Désormais tout est à mettre en oeuvre pour traduire dans les faits les exigences du développement maintes fois réaffirmées. Cela ne saurait se matérialiser sans une authentique politique d'aménagement du territoire, librement acceptée et exécutée par la base la plus représentative des masses populaires.

NOTES ET BIBLIOGRAPHIE

- 1 - R.G.P.A. 1977.
- 2 - Annuaire statistique de l'Algérie 1977-1978, p. 163.
- 3 - H.N. Le Houerou : La désertification du Sahara septentrional et des steppes limitrophes (Libye, Tunisie Algérie). Annales Algériennes de Géographie, Alger, 1968, n° 6, pp. 5-30.
- 4 - Dj. Sari : L'homme et l'érosion dans l'Ouarsenis ; Alger 1977, 625 p.
- 5 - Dj. Sari : Premier aperçu général sur le recensement de la population, op. cit.
- 6 - Dj. Sari : L'évolution de l'emploi non agricole et les déséquilibres régionaux, C.A.E., CNERAT, Alger (sous presse).
- 7 - Pour les détails, voir notre communication : "La difficile lutte contre les disparités régionales et l'aménagement du territoire" faite au colloque sur la formation en aménagement du territoire, Alger, janvier 1980 (multig.).
- 8 - O. Ider : Impact de l'industrialisation en Algérie (exemple de Sidi Moussa), D.E.S. Alger, 1979, multig.
G. Mutin et H. Rebbouh : Aménagement du territoire ou destruction de l'espace en Mitidja orientale, C.A.E., Alger, 1978, n° I, pp. 3-11.
- 9 - El Moudjahid 3 janvier 1980.